

Environnement et population : la durabilité en question

Hervé Domenach * et Michel Picouet *

*P*our ce premier numéro de la Lettre du LPED, périodique qui veut mettre l'accent sur des questions scientifiques en tant qu'enjeux de politiques publiques, Hervé Domenach et Michel Picouet nous présentent les principales conclusions d'un groupe de travail qu'ils ont animé pour préparer la contribution de la France à la 34^e session de la Commission de la population et du développement de l'ONU (New York, 2001) sur le thème « Population, environnement et développement ». Ces conclusions, étayées d'une réflexion sur le concept de durabilité, synthétisent l'ensemble des analyses pluridisciplinaires produites par le groupe, que l'on pourra trouver dans un ouvrage paru en janvier 2004¹.

À l'occasion des grandes conférences internationales, les gouvernements s'entourent de groupes d'experts qui produisent des rapports consistants, pointent les problèmes les plus épineux, proclament l'urgence des actions à mener et concluent, en général, par des recommandations pressantes. Or, il apparaît de plus en plus patent que rien de fondamental ne peut être remis en question dans les discours officiels, l'impérieuse nécessité de la diplomatie aboutissant à ne retenir du corpus scientifique que ce qui est conforme aux messages des grands « partenaires » internationaux (G8, FMI, OMC... sans parler de la puissante administration américaine !). Que devient la responsabilité des scientifiques dans ces conditions ? Et quel rôle peuvent-ils jouer ?

Concernant le thème du développement durable, la teneur et l'impact des grandes conférences restent de fait très modestes : il en fut ainsi de Rio et de Johannesburg, pour ne citer que les plus importantes, mais on retrouve ce décalage frustrant entre rapports scientifiques et expressions étatiques, dans la quasi-totalité des réunions des instances internationales consacrées au développement, posant ainsi en filigrane la question de l'utilité de ces rapports et de leurs limites sous-jacentes.

C'est dans ce contexte politico-diplomatique qu'un groupe de scientifiques a été constitué, à la demande du Ministère de l'emploi et de la

solidarité et du Ministère des affaires étrangères, pour préparer la contribution de la France à la 34^e session de la Commission de la population et du développement de l'ONU (New York, 2001) sur le thème « Population, environnement et développement : synthèse de l'état des relations entre la population et l'environnement dans le monde et prospection du futur proche ». Ont ainsi été examinés successivement, à travers le prisme des paramètres démographiques, les processus d'urbanisation, d'intensification agricole, de déforestation, d'utilisation de l'eau, de sécurité alimentaire, qui procèdent directement des activités humaines et posent la question de la gestion économique des ressources et de la compatibilité entre environnement et développement.

Sachant que ce travail a finalement conduit à la présentation d'une communication officielle d'une page et demie environ lors de la session de la commission de l'ONU, d'un contenu relativement insipide, on mesure la déperdition des travaux réalisés ainsi que la nécessité de les faire connaître par d'autres voies, ce qui a logiquement conduit le groupe à une publication livresque « Environnement et populations : la durabilité en question ».

L'idée directrice de l'ouvrage est que la relation entre la population et les ressources de la planète ne doit plus être pensée en termes quantitatifs (quantité d'êtres humains *versus*

quantité de ressources, notamment alimentaires), comme au temps de Malthus, mais en termes de mécanismes d'accès des populations aux ressources. Ce sont donc les modes de développement et les relations d'échange qui sont en cause.

Compte tenu de la transition démographique, ce sont 2,5 milliards d'humains supplémentaires qui sont attendus en quelques décennies, d'ici 2040, pour la plupart dans les continents africain et asiatique, tandis que le vieillissement des populations et l'accroissement des activités et de la mobilité entraîneront de profondes mutations sociales. Comment vivront-ils ? Fort mal si les mécanismes actuels se poursuivent :

- l'évolution agro-alimentaire tend à exclure de la production un grand nombre de petits paysans qui migrent vers les pourtours des villes ; la plupart des grandes métropoles sont ceinturées de bidonvilles insalubres qui s'accroissent rapidement, avec des coûts humains et écologiques très alarmants. En un siècle, le nombre des ruraux a été multiplié par 2, celui des urbains par 20, et la révolution agricole contemporaine relève d'ajustements économiques mondiaux qui ignorent de plus en plus les sociétés locales et les cycles écologiques ;
- le développement des biotechnologies, concentrées aux mains de quelques firmes, risque de déposséder les paysanneries de leurs savoirs et de les rendre totalement dépendantes pour l'accès aux moyens de production (semences et produits chimiques associés) ;
- la production est trop dépendante de la sphère marchande (d'où surplus et excédents bradés, dumping et sous-rémunération des producteurs) au détriment de la sphère non marchande, celle des cultures vivrières et de l'autosubsistance, dont dépend l'alimentation du plus grand nombre ;
- la déforestation, pratiquée à grande échelle par des sociétés d'exploitation forestière, a des conséquences écologiques et humaines graves et, contrairement à une idée reçue, elle n'est due que marginalement à la pression démographique ;
- la ressource en eau se raréfie et l'accès à l'eau, inégalement réparti, est un enjeu majeur ; eaux et forêts risquent d'être affectées à l'échelle planétaire par le changement climatique.

Au-delà des constats alarmants et des critiques des politiques publiques actuellement

conduites, l'ouvrage propose des mesures concrètes, globales, régionales ou locales, qui ne pourraient voir le jour que grâce à des volontés politiques fortes, ou grâce à une « gouvernance » associant la population et les ONG à la préparation de décisions difficiles. Car de telles mesures remettent en cause bien des avantages acquis. Parmi les nombreuses « solutions en quête de volonté », quatre peuvent être ici présentées :

- La sécurité alimentaire et son corollaire, la souveraineté alimentaire, reconnues dans leurs principes par la FAO et affirmées lors de plusieurs conférences internationales, qui sont loin d'exister dans les faits. Les États du Sud, encouragés par les institutions commerciales, continuent d'inciter leur paysannerie au développement de cultures d'exportations qui procurent des ressources fiscales mais rémunèrent mal les producteurs, et qui progressent aux dépens des cultures vivrières, créant ainsi une dépendance alimentaire et la déstructuration des écosystèmes locaux. Parallèlement, les pays du Nord bradent leurs excédents sous forme d'aide alimentaire, décourageant la production locale des produits de base. Les solutions d'hier – aide alimentaire et productivisme – et leurs maîtres d'œuvre – les institutions économiques et financières internationales – deviennent de ce fait les principales causes du problème. L'alimentation de 9 milliards d'humains est une chose trop sérieuse pour être laissée aux lois d'un marché dominé par un sixième d'entre eux, qui gagnent toujours aux termes de l'échange. Les auteurs préconisent de remplacer les subventions agricoles, au Nord comme au Sud, par des systèmes de prix rémunérateurs, qui seraient équitables pour les producteurs et peu répercutés dans les prix à la consommation ; les échanges des produits de base indispensables aux régimes alimentaires locaux seraient ainsi protégés.

- Pour accueillir 2,5 milliards d'humains supplémentaires en 40 ans environ, les pays du Sud doivent planifier à l'avance l'aménagement de l'espace urbain et rural ainsi que la maîtrise de l'eau et les systèmes énergétiques. Il est notamment préconisé de mettre en oeuvre des programmes d'installation rurale, en dépit des nombreux problèmes rencontrés, notamment fonciers, pour assurer la mise en valeur de terres cultivables en misant sur les technologies maîtrisables par les paysans eux-mêmes dans le respect des équilibres écosystémiques, dégradés

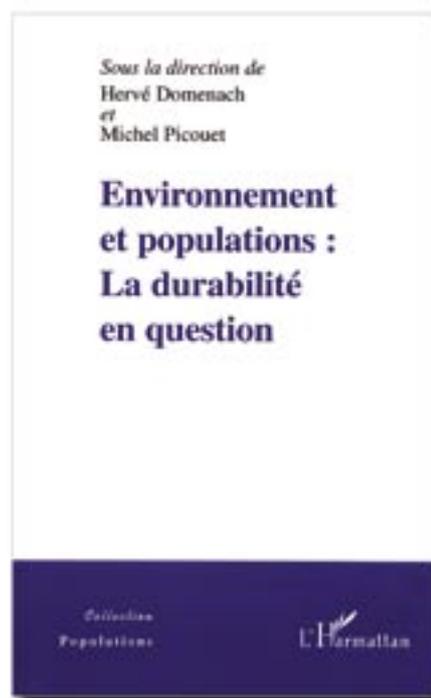
par le productivisme, et l'aide internationale devrait être orientée vers cet objectif indispensable.

- La « gouvernance participative » devrait devenir un moyen de peser sur les systèmes décisionnels en développant la conscience citoyenne : les décideurs publics locaux et nationaux, de même que les instances de décision internationales, seraient tenus de prendre en compte les pressions de l'opinion publique. Les entreprises s'orienteraient vers des pratiques socialement et écologiquement responsables s'il existait une triple pression dans ce sens : celle des pouvoirs publics, celle des actionnaires, celle des clients. Ainsi, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, dans la perspective d'une compatibilité durable entre les mutations environnementales et les choix de développement, serait fondée sur de nouvelles formes de collaboration entre le Nord et le Sud.

- La révision des modes de consommation de masse et la remise en question du discours dominant de la croissance économique comme solution unique du développement s'imposent également. La durabilité des équilibres population-ressources passe nécessairement par une régulation à long terme ; or, selon le World Wild Fund (2002) et les méthodes de mesure de « l'empreinte écologique » résultant de la consommation humaine actuelle, si les 6,3 milliards d'habitants de la planète consommaient autant que les Européens, il nous faudrait l'équivalent de 3,4 planètes, et s'ils consommaient tous comme des États-Uniens, il en faudrait 5,6 !

La dynamique de l'échange écologique inégal a progressivement attiré l'attention sur la question récurrente des externalités internationales et des transferts de coûts environnementaux, opérés par des acteurs économiques puissants vers des acteurs plus faibles, séparés par de grandes distances, qui ont permis la croissance économique du Nord sans qu'en résulte une distribution équitable des bénéfices économiques pour le Sud. Dans ces conditions, la conjonction des diverses mutations qui affectent les sociétés, l'acquisition des ressources et de leurs usages et les processus démographiques, se traduit d'abord par un creusement des inégalités et une partition marquée du monde entre pays riches et pauvres. Au début de ce XXI^e siècle, un sixième de la population mondiale reçoit 78 % des revenus mondiaux et contribue pour 80 % à la

pollution de la planète. L'urgence est, aujourd'hui, de faire en sorte que les pays en transition puissent accueillir les 2,5 milliards d'hommes supplémentaires qui s'y concentreront dans les prochaines décennies, tout en tentant de pallier la dégradation des agro-systèmes et de s'adapter aux mutations environnementales et climatiques probables. Les dérives de l'industrialisation, de l'agriculture et du productivisme alimentaire, instruisent progressivement le procès d'un développement économique toujours plus inégalitaire pour les hommes et dangereux pour la planète. La mise en évidence de ces perspectives préoccupantes, et des défis qu'elles suscitent, souligne l'urgence et l'ampleur des changements qui doivent être introduits dans les politiques publiques parce qu'ils sont absolument nécessaires à la durabilité du développement économique et social.



¹ Environnement et population : la durabilité en question, Hervé Domenach et Michel Picouet (dir.), Collection Populations, L'Harmattan, Paris, 2004, 227 pages. Cet ouvrage rassemble les contributions de Catherine Aubertin (sécurité alimentaire et crise écologique), Laurent Auclair (la déforestation dans les pays du sud), Jacques Claude (ressources et usages de l'eau), Hervé Domenach et Michel Picouet (dynamique démographique et développement durable), Sylvie Fauchoux et Martin O'Connor (compatibilité durable entre environnement et développement), Philippe Hamelin (la transformation des espaces ruraux), Daniel Pinson (environnement et urbanisation) et André Quesnel (peuplement et appropriation de l'espace).